

M. Scott, « une initiative s'impose particulièrement, la nomination d'un ministre à plein temps à la direction du ministère des Affaires extérieures ». Aujourd'hui, comme vous le savez, nous avons trois ministres, qui sont tous très affairés.

Une autre illustration assez renversante de la continuité de nos préoccupations nationales me vient à l'esprit. Dans son rapport annuel de cette même année, 1934, l'Institut soulignait que divers documents allaient être rédigés pour une conférence ultérieure, dont un qui porterait sur « L'effet de la récente politique monétaire américaine sur le Canada » et un autre sur « Les répercussions au Canada du programme de relance des États-Unis ». En outre, le rapport annuel de 1933 formule le souhait que quelqu'un puisse être chargé de rédiger un document sur l'influence de l'expansion économique japonaise sur le Canada.

Ce n'est donc pas uniquement un sentiment de nostalgie que l'on peut assouvir par ce regard sur les premiers travaux de l'Institut. Ils sont la preuve que celui-ci étudiait, et étudie encore aujourd'hui, de façon approfondie et détaillée les intérêts, les politiques et l'organisation du Canada dans le secteur des affaires étrangères. Déjà, il s'attachait à faire le point sur les deux priorités qui l'emportent aujourd'hui sur toutes les autres : la santé de notre économie et notre sécurité au sein d'un système collectif.

Je ne voudrais toutefois pas exagérer la continuité. Notre pays et l'ensemble du globe ont connu des changements massifs. La fascination étrange qu'exerce sur nous la période dominée par la Première Guerre mondiale dépasse la simple nostalgie ; elle découle d'une étrange impression de similarité, du sentiment qu'il faudrait tirer des enseignements de l'effondrement en 1914 d'un système de sécurité fondé sur l'équilibre des forces, de la désintégration du système économique en 1929, et de l'extrémisme politique et des tensions sociales qui ont caractérisé l'entre-deux-guerres.

De nombreux thèmes généraux nous relient à nos prédécesseurs. J'ai l'intention de regrouper mes remarques autour de l'un d'entre eux, qui me semble particulièrement approprié en l'occurrence : la situation de la politique étrangère du Canada dans le contexte de l'attention de l'intérêt et des pressions du public.

J'entends explorer les hypothèses qui sous-tendent la tenue de votre réunion, les travaux de l'Institut ainsi qu'une bonne partie de la politique étrangère du Canada, c'est-à-dire que la formation d'une opinion éclairée en politique étrangère est un bien, que l'information mène à la compréhension et que la recherche de la concordance entre ce que pensent les gouvernements et ce que pense la population revêt une importance vitale en période de tensions.

On se heurte à une première difficulté. Il n'y a pas qu'un seul public avec une seule voix, mais plusieurs publics avec plusieurs voix. Ces voix peuvent ne pas converger. Elles peuvent même s'enterrer l'une l'autre. Elles choisissent des moyens différents d'acheminer l'information, de communiquer et d'exercer des pressions, et elles animent des institutions dont les objectifs mènent parfois à la coopération et parfois au conflit.